

Réunion du Comité directeur national pour délibérer sur la pratique des ODD



Page 3

Najat Vallaud-Belkacem : «Libérons-nous des écrans, rationnons internet !»



Page 3



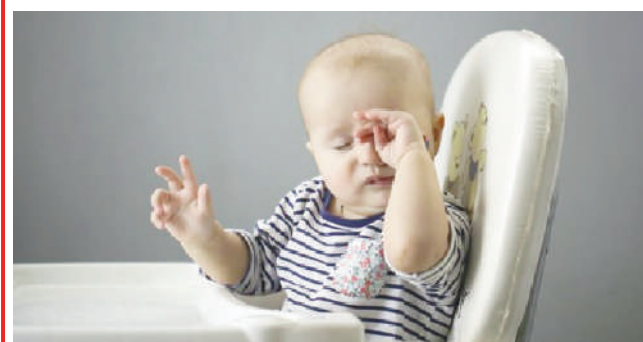
À Marseille, Emmanuel Macron promet des opérations anti-drogue "XXL" partout en France

Page 4



Guerre en Ukraine L'aide américaine de 60 milliards de dollars, tou- jours bloquée au Congrès

Page 5



Mais pourquoi les bébés se frottent-ils les yeux quand ils ont sommeil ?

Page 5

JO PARIS 2024



Calendrier, lieu, adversaires... Tout savoir sur les matchs des équipes de France de basket

Page 8



Karim Benzema avec l'équipe de France olympique, est-ce vraiment possible ?

Page 8

A la télé aujourd'hui



06:01 L'EMPIRE DU MENSONGE
06:25 KNIGHT RIDER
07:13 PEARSON
07:59 ROOKIE BLUE
08:45 NCIS : NOUVELLE-ORLÉANS
09:28 LE CHEMIN DU DESTIN
09:53 AMOUR SECRET
10:18 THE GARDENER'S DAUGHTER
10:45 L'ENVERS DU PARADIS
11:11 LA REINA DEL FLOW

11:56 LE JOURNAL DE LA MI-JOURNÉE
12:22 BARBARITA, LES COULEURS DE L'AMOUR
13:12 FIERCE ANGEL
13:38 L'EMPIRE DU MENSONGE
15:01 SAMACHAR
17:32 THE GARDENER'S DAUGHTER
18:01 SAMACHAR
18:33 WAGLE KI DUNIYA
18:57 SWARAN GHAR
19:31 LE JOURNAL TELEVISE
20:32 THE PERFECT PAIRING
21:54 BARBARITA
22:42 THE GARDENER'S DAUGHTER
23:34 LE JOURNAL TELEVISE



06:00 FEMININ PLURIEL
06:56 AKTIV
07:11 SOUS LE REGARD DU SEIGNEUR
07:21 ECLAIRAGE ECONOMIQUE
08:00 TOUS EGAUX : APRIM
08:18 ENTREPRENEURIAT AU FEMININ
08:31 ITINERER MORIS
08:52 RODRIG PROG : ZENN AKTIF :
09:29 KONKOUR SANTE PATRIOTIK
10:32 RODRIG PROG : SAVER LOKAL :
11:01 LE RENDEZ VOUS AVEC ECHO DES ILES
12:00 FEMININ PLURIEL :
15:05 RODRIG PROG : ZENN AKTIF

16:44 AKTIV
16:58 KONKOUR SANTE PATRIOTIK
17:58 L'EMPIRE DU MENSONGE
18:28 AMOUR SECRET
18:58 ZOURNAL KREOL
19:18 RODRIG PROG : PLAT DU CHEF: POULET MOUTARD
19:38 SON LADAN MEM : BLACK POWER
19:58 SUR LA PISTE DU PARAKEET
21:01 KONKOUR SANTE PATRIOTIK
21:53 PAROLES AGRICOLES : ENGAGEMENT DANS L'AGRICULTURE
22:20 MOTS & ECRITS : ANGKUSH POONYE
22:42 PROFIL
22:55 LA JOURNEE SOUS LE REGARD DU SEIGNEUR
23:01 ZOURNAL KREOL
23:21 KOZE ZOM
23:55 RODRIG PROG : ROD'ART



07:00 GADGET GURU GANESHA
07:12 KISNA (ANIMATED SERIES)
07:24 TENALI RAMA
07:36 LAMBU G TINGU G
07:48 SELFIE WITH BAJRANGI
08:00 VED KI SHIKSHAYEN
08:30 DARSHAN - BAGLA MUKHI DEVI MAHIMA
09:41 CHARCHA
10:07 KUNDALI BHAGYA
11:30 RADHA KRISHNA - PUNAR MILAN

12:00 EK BAAR MOOSKURA DO
14:58 SAYINGS RADHA KRISHNA
15:00 SAMACHAR
15:30 BADKI MALKAAIN
16:00 JIJAJI CHHAT PAR HAIN
16:44 JIJAJI CHHAT PAR HAIN
17:31 RADHA KRISHNA - PUNAR MILAN
17:53 SAYINGS RADHA KRISHNA
18:00 SAMACHAR
18:30 TARK VITARK
19:02 BHOJPURI DHAMAKA
19:32 THEATRE
20:03 CHIKITSA AUR SWASTHYA
20:32 DOSTI
23:08 JIJAJI CHHAT PAR HAIN
23:30 YEH TERI GALIYAN
23:51 YEH TERI GALIYAN



06:03 KABHI KABHIE ITTEFAQ SEY
07:03 SHART - THE CHALLENGE
09:31 SAYINGS RADHA KRISHNA
09:33 KUNDALI BHAGYA
10:03 UDAARIYAAN
10:33 KUCH RANG PYAR KE AISE BHI
11:02 SAYINGS RADHA KRISHNA
11:03 SASURAL SIMAR KA 2
11:33 RADHA KRISHNA - PUNAR MILAN
14:25 RADHA MOHAN
15:00 BADE ACHE LAGTE HAI 2
15:30 SHART - THE CHALLENGE
12:03 ANUPAMAA

13:04 KISMAT KI LAKIRON SE
13:33 KABHI KABHIE ITTEFAQ SEY
14:03 SHAURYA AUR ANOKHI KI KAHANI
18:02 SAMACHAR
18:32 SAYINGS RADHA KRISHNA
18:33 KUNDALI BHAGYA
19:02 UDAARIYAAN
19:32 KUCH RANG PYAR KE AISE BHI
20:01 SAYINGS RADHA KRISHNA
20:02 SASURAL SIMAR KA 2
21:02 ANUPAMAA
22:01 SAYINGS RADHA KRISHNA
22:04 KISMAT KI LAKIRON SE
23:03 SHAURYA AUR ANOKHI KI KAHANI



06:26 HEALTHY LIVING
06:41 JAPAN VIDEO TOPICS
06:46 SHIFT
06:59 MADE IN GERMANY
07:30 ANNA AND FRIENDS
07:44 MONDO YAN
07:56 DARWIN AND NEWTS
08:30 ROBIN HOOD
08:42 THE JUNGLE BOOK
09:05 PATAMUSE / CLAY TIME
09:14 WONDER GROVE
09:30 PAROLES DE CHAMPION
11:34 HEALTHY LIVING

12:49 EUROPE REVEALED
13:31 BUSINESS AFRICA
14:00 JURASSIC PLANET
15:02 HI OPIE!
15:27 TUTI TUTI CORY BOLIDES
15:42 ZOONICORN
15:57 INSPECTEUR GADGET
16:19 ADVENTURES IN DUCKPORT
18:08 MOTORWEEK
18:35 CHOICES: DARE TO DREAM
18:50 PLANET A
19:06 ARTS UNVEILED
20:05 L'AMOUR A MORT
20:32 NEWS
20:53 HERITAGES
21:45 THE JUMANJI : NEXT LEVEL
23:48 CLOSE UP

Guide Michelin :
Les gagnants de l'édition 2024

Le guide Michelin a révélé ce lundi les promus de son édition 2024. 62 nouvelles étoiles ont été attribuées. Jérôme Bancetel et Fabien Ferré décrochent le graal suprême.

La planète food française est en effervescence ce lundi 18 mars alors que le Guide Michelin a dévoilé son palmarès pour l'édition 2024. 62 nouvelles étoiles (contre 44 en 2023), dont 52 première étoile (contre 39 en 2023) ont été attribuées par le guide rouge cette année. Parmi ces 52 adresses, 23 ont ouvert dans l'année et, selon les inspecteurs, ont déjà passé le test de la « régularité et de la robustesse ».

« C'est une superbe sélection qui témoigne en qualité et en quantité du dynamisme culinaire de la France sur la scène mondiale, et pas que pour ses acquis », affirme le patron du guide rouge, Gwendal Poullennec. « Ce n'est plus juste une question d'héritage, la gastronomie française n'est pas au passé », insiste celui qui a remarqué cette année l'éclosion de « toute une génération que l'on sentait bourgeonner ».

Le sacre de Jérôme Bancetel et Fabien Ferré

Donné favori pendant plusieurs années, c'est finalement la consécration pour le Chef Jérôme Bancetel, chef du Gabriel au sein de l'illustre hôtel La Réserve, à Paris.

Le jeune chef Fabien Ferré (35 ans), qui a brillamment pris le relais de Christophe Bacqué à La Table du Castellet (Var), décroche également la récompense suprême.

8 nouveaux « deux étoiles »

- Le Jules Verne, au deuxième étage de la Tour Eiffel (Paris), de Frédéric Anton
- Maison Ruggieri (Paris), de Martino Ruggieri
- L'Orangerie, au Four Seasons George V (Paris), d'Alan Taudon
- La Maison Benoît Vidal, à Annecy (Haute-Savoie).
- Sylvestre Wahid, à l'hôtel Les Grandes Alpes (Courchevel, Savoie)
- Le Mas Les Eydins (Bonnieux, Vaucluse), de Christophe Bacqué
- Les Ambassadeurs by Christophe Cussac, à l'hôtel Le Métropole (Monaco)
- > Ronan Kervarrec (Saint-Grégoire, Ille-et-Vilaine)

9 étoiles vertes

L'Etoile Verte est attribuée aux restaurants de la sélection, rôles-modèles en matière de gastronomie éco-responsable :

Les Jardiniers (Ligré, Indre-et-Loire), La Cour de Rémi (Bermicourt, Pas-de-Calais), Bellefeuille - Saint James Paris (Paris 16e), Domaine du Châtelard (Dirac, Charente), L'Art de Vivre (Narbonne, Aude), La Galinette (Perpignan, Pyrénées-Orientales), En Pleine Nature (Quint-Fonsegrives, Haute-Garonne), Le Saint Hilaire (Saint-Hilaire-de-Brethmas, Gard), La Bastide de Moustiers (Moustiers-Sainte-Marie, Alpes-de-Haute-Provence).

Hospitalité et pâtisserie à l'honneur
Le guide Michelin s'est également



Top 10 des pays les plus étoilés

France	639	534	75	30
Japon	393	308	64	21
Italie	392	339	40	13
Allemagne	313	256	48	9
Espagne	269	222	32	15
Etats-Unis	229	184	32	13
Royaume-Uni	187	156	22	9
Belgique	143	119	22	2
Suisse	134	106	24	4
Chine	122	102	15	5



attaché à récompenser les métiers de l'hospitalité.

- Prix du service : Sandrine Deley Favario (L'Auberge de Montmin à Talloires-Montmin) et à Serge Schaal (La Fourchette des Ducs à Obernai).

- Prix de sommellerie : Magali Delalex (La Table de l'Ours à Val d'Isère) et Xavier Thiuzat (L'Ecrin à Paris 8e)

La sélection « Passion desserts » récompense, pour sa part, les talents des pâtissiers de restaurants. Huit pâtissiers sont distingués cette année. 58 restaurants composent désormais la sélection.

- Aurora Storari - Hémicycle (Paris), Patrick Mesiano - Aux Ambassadeurs by Christophe Cussac (Monaco), Benoit Goulard - Mont Blanc Restaurant & Goûter (Hauteluce), Loïc Colliau et François Luciano - La Table du Castellet (Le Castellet), Max Martin - Le Pré Catelan (Paris 16e), Pascal Hainigue - Auberge de l'III (Illhaeusern), Julieta Canavate - Ceto (Roquebrune-Cap-Martin), Pierre-Jean Quinonero-Le Cap (Saint-Jean-Cap-Ferrat).

Le prix Michelin du « chef mentor » est attribué à Yannick Alleno.



Le Comité directeur national se réunit pour délibérer sur la mise en œuvre des ODD à Maurice

Le Comité national de pilotage pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), s'est réuni cette semaine sous la présidence du Secrétaire aux Affaires étrangères, Joyker Nayeck, au Caudan Arts Centre, à Port-Louis.

Des parties prenantes des secteurs public et privé, des ONG, du monde universitaire et des partenaires de développement des Nations Unies (ONU), représentés par le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies, se sont réunis pour s'informer des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de la 17ème édition des ODD, pour identifier les défis rencontrés et assurer la supervision du processus dans le but de coordonner, surveiller et rendre compte de la réalisation de cet organisme.

Dans son discours, Joyker Nayeck a rappelé que Maurice avait présenté son premier rapport d'examen national volontaire (ENV) en juillet 2019 au siège des Nations Unies à New York, impliquant l'élaboration ultérieure d'une stratégie globale pour la mise en œuvre des ODD. En conséquence, a-t-il indiqué, des groupes de travail, composés de parties prenantes sectorielles et dirigés par des organisations



chefs de file désignés, ont été créés pour chaque ODD et devraient produire des résultats en temps opportun.

Le secrétaire aux Affaires étrangères s'est également penché sur trois principaux résultats du Comité directeur, à savoir la publication d'un rapport d'avancement sur la mise en œuvre des ODD par Maurice, la soumission du rapport VNR sur les progrès nationaux sur les ODD aux instances politiques de haut niveau. forum à l'ONU, et l'examen de l'exécution des programmes d'action, l'actuel étant le SAMOA Pathway.

En outre, l'élaboration d'un plan d'engagement des parties prenantes (SEP) pour faciliter un engagement et une participation significatifs de toutes les parties prenantes a été évoquée. Le SEP fera l'objet de révisions périodiques pour s'aligner sur les objectifs nationaux et l'évolution du paysage international. Il a, par ailleurs souligné que l'assistance des institutions faitières sera recherchée pour atteindre les parties concernées au niveau local.

Soulignant la nécessité de favoriser la clarté et la transparence, Joyker Nayeck a

annoncé que la création de l'Unité de développement durable au sein du ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et de la Planification économique, pour coordonner et suivre l'évaluation des ODD, est actuellement en préparation. Cette unité, a-t-il ajouté, contribuera également à relever des défis tels que les incohérences et l'indisponibilité des données.

Le deuxième rapport VNR, ayant pour thème « Renforcer l'Agenda 2030 et éradiquer la pauvreté en période de crises multiples : la fourniture efficace de solutions durables, résilientes et innovantes », sera présenté en juillet de cette année. Il a en outre indiqué qu'un examen approfondi des ODD 1, 2, 13, 16 et 17 sera effectué dans le contexte mauricien. Dans cet esprit, il a exprimé sa gratitude aux parties prenantes impliquées dans la préparation et la rédaction du rapport VNR.

Il a aussi parlé de la conception d'une plate-forme numérique pour permettre un partage de données standardisé en ce qui concerne la mise en œuvre et le suivi des ODD, et pour proposer des mesures correctives à travers des partenariats locaux et internationaux.

Najat Vallaud-Belkacem : «Libérons-nous des écrans, rationnons internet !»

L'ancienne ministre de l'Éducation nationale propose de rationner internet, en accordant par exemple un nombre limité de gigas à utiliser quotidiennement. Face à la pollution numérique, une telle mesure serait profondément progressiste, argumente-t-elle.

J'ai un problème. Vous avez un problème. Nous avons un problème. Celui-ci est à la fois évident – c'est un problème – et en même temps nous avons tendance à ne pas le voir. Il est envahissant, et en même temps nous le chérissons. Nous le subissons, mais refusons qu'on le résolve. Ce problème, c'est celui de nos rapports aux écrans, et, plus concrètement, à internet. Il ne s'agit pas ici pour moi de me lancer dans une énième plainte aux relents rétrogrades. Ce serait particulièrement malvenu : je ne suis pas la dernière à utiliser les réseaux sociaux, à me dire, encore un coup d'œil, juste avant de dormir, et à me retrouver, deux heures plus tard, à commenter, à m'indigner, à sourire et à m'amuser aussi.

Il n'en reste pas moins que le problème est là, évident, mais que nous refusons de lui apporter une solution politique.

Si je parle d'évidence, c'est que tous les grands sujets, écologie, discrimination, inégalités, harcèlement, éducation, savoirs et cultures, sont liés à internet. Ce dernier y est moins souvent une solution qu'un facteur aggravant. Entre les études soulignant les ravages causés par une surexposition aux écrans, celles montrant à quel point les réseaux sociaux sont toxiques – en particulier pour les jeunes filles – ou bien les récents travaux du Sénat sur les méfaits de la pornographie en ligne – sans oublier les enjeux liés au développement de l'IA et à la démocratisation des deep fake, il est étonnant que personne ne se soit jamais posé la bonne question : non pas comment contraindre les entreprises, ou comment encadrer l'usage – on sait très bien qu'il y a une dimension addictive dans notre rapport aux écrans, et que l'addiction ne se résout jamais par la bonne volonté de celles et de ceux qui l'entretiennent ou la subissent.



Mais simplement : avons-nous besoin de tant d'internet que cela ?

Et, comme nous sommes incapables de nous poser des limites – admettons-le, et cessons de tomber dans le piège de tous ces élus qui tonnent contre la jeunesse et sa dépendance aux écrans mais se ruent sur leurs téléphones au cours des séances à l'Assemblée, au Sénat, ou ailleurs – il faut que la contrainte vienne d'ailleurs : donc de la loi, donc de l'État.

Voilà pourquoi je souhaiterais que l'on réfléchisse concrètement aux moyens de rationner internet, par exemple en accordant un nombre limité de gigas à utiliser quotidiennement. Ce que je propose, en somme, c'est une action politique d'ampleur, dont les conséquences seront bénéfiques à bien des niveaux : en termes de développement cognitif, pour la santé, mais aussi pour lutter contre les discriminations, le harcèlement, le réchauffement climatique et bien d'autres enjeux absolument fondamentaux pour aujourd'hui.

Alors, bien sûr, rationner Internet ne fera pas disparaître tous les problèmes. Mais la rareté oblige à une certaine sagesse. Si nous savons que nous n'avons que trois

gigas à utiliser sur une semaine, nous n'allons sans doute pas les passer à mettre des commentaires haineux ou fabriquer des fakes. Peut-être cesserons-nous de considérer comme «normal» de passer plusieurs heures sur des sites pornographiques à regarder des vidéos en ultra HD.

Peut-être réapprendrons-nous alors à cultiver cette «écologie de l'attention» chère à Yves Citton, et, tout simplement à nous regarder à nouveau, à nous considérer, autrement. Et je ne souligne même pas la paix qu'une telle mesure pourrait apporter dans les relations familiales...

Alors, évidemment, dès que j'évoque cette possibilité d'un rationnement d'internet, les accusations pleuvent : irréaliste ! réactionnaire ! DICTATORIAL – après tout la Chine le fait ! Vous imaginez ? La Chine ! Est-ce cela que nous voulons pour nos enfants ? Mais sauf erreur de ma part, en Chine, on soigne aussi les malades, et je ne vois pas au nom de quoi cela devrait nous conduire, nous, à ne pas le faire, et à fermer tous nos hôpitaux. Réactionnaire ? Il me semble au contraire qu'une telle mesure est profondément progressiste : parce qu'elle permet concrètement de faire face à l'une

des grandes sources de pollution – le numérique ; parce qu'elle favorise la lutte contre le cyberharcèlement et les violences et les discriminations en ligne ; parce qu'elle agit aussi pour notre santé, à toutes et à tous, tant sur le plan mental, cognitif, que physique, en nous évitant de nous complaire dans une sédentarité néfaste ; parce qu'enfin nous savons bien que, sur internet, ce n'est jamais l'intelligence qui l'emporte... malheureusement...

Reste, enfin, la question du réalisme d'une telle mesure. Cela nécessite, évidemment, un travail collectif de grande ampleur, et une réelle concertation. Par exemple, qu'en est-il pour les entreprises ? Seront-elles soumises à cette limite ou non ? Et s'il y a des exceptions, n'y a-t-il pas des risques d'abus ? Il y a, évidemment, bien des points à régler, et ce n'est pas dans cette tribune que nous y arriverons. Mais nous pouvons aussi, dès maintenant, envisager que bien des activités que nous avons pris l'habitude de faire en ligne, peuvent aussi se faire sans. On peut rédiger sur un traitement de texte ses courriels de la journée avant de les envoyer. On peut se déplacer pour aller poser une question à un collègue, voire bénéficier du fameux effet «machine à café» ; on peut même, toute personne s'y connaissant un tant soit peu en programmation vous le dira, coder sans ordinateur, avec un crayon et un papier. Bref, peut-être le temps est-il venu de nous détoxifier collectivement, et donc de rationner internet.

Nous ne pouvons pas croiser les doigts en espérant que cela s'améliore, et que nos campagnes de sensibilisation évitent que nous ne mettions nos enfants devant un smartphone pour les occuper durant un voyage en train, parce que nous sommes trop fatigués pour nous occuper d'eux. Aucun message ministériel ne pourra empêcher un adolescent de se faire pourrir l'existence sur internet. Cela ne fonctionne pas et ne peut pas fonctionner. Si nous ne débranchons pas volontairement le cordon, les possibilités pour qu'internet s'autorégule sont les mêmes que pour les marchés financiers, et nous voyons bien à quel point cela fonctionne...

À Marseille, Emmanuel Macron promet des opérations anti-drogue "XXL" partout en France

Refusant tout "discours de défaite" face au trafic de drogue, Emmanuel Macron a effectué une visite surprise mardi à Marseille, cité de la Castellane, pour le lancement de la première d'une dizaine d'opérations "Place nette XXL" qui devraient s'étendre sur plusieurs semaines en France.

Deux semaines après le cri d'alarme de magistrats marseillais demandant un "plan Marshall" pour sauver Marseille du trafic de drogue qui la gangrène, Emmanuel Macron était en visite surprise mardi 19 mars dans la cité phocéenne pour une opération "place nette (...) sans précédent" contre la drogue.

"Le but, c'est d'essayer de détruire les réseaux et les trafiquants et que les quelques-uns qui vous rendent la vie impossible s'en aillent", a expliqué le chef de l'État aux habitants. En juin, il était déjà venu dans une école de cette même cité des quartiers Nord, dans le cadre du suivi de son plan "Marseille en grand".

La guerre de territoires pour le contrôle des jeux points de deal a ensanglanté la ville comme jamais en 2023, avec 49 personnes tuées, dont quatre victimes collatérales, et 123 blessés.

"Oui, la drogue est notre ennemi" et les forces de l'ordre "vont pendant des semaines pilonner le territoire", a juré Emmanuel Macron, sans citer de ville précisément.

Lundi, 900 policiers, gendarmes et douaniers étaient déployés à Marseille et autour. Mardi, près de 800. En deux jours,



ils ont arrêté 98 personnes, en ont placé 71 en garde à vue, saisissant quatre armes, plus de 385 000 euros en liquide ou en avoirs, 8,7 kg de cannabis et 339 g de cocaïne, selon un bilan de la préfecture de police mardi en fin d'après-midi.

"Mettre d'autres moyens que seulement de la police"

Ces opérations choc sont bien vues par Youssouf Issilamou, 32 ans, un Comorien employé d'une boucherie halal : "Comme commerçant, c'est une bonne nouvelle, il y a des gens qui n'osaient pas venir dans le quartier".

Si le maire divers gauche de Marseille, Benoît Payan, a aussi salué "le renforcement des mesures" destinées à "mieux protéger les Marseillais", le député RN des

Bouches-du-Rhône Franck Allisio a raillé sur X "Stop à la com".

"Reconquérir les quartiers populaires, dans notre ville de Marseille, prendra beaucoup de temps mais il est nécessaire d'y mettre d'autres moyens que seulement les moyens de la police", a commenté Hassen Hammou, porte-parole d'EELV Paca et fondateur du collectif marseillais "Trop jeune pour mourir".

"Tout n'a pas commencé ce (mardi) matin, loin de là. La lutte contre les trafics, c'est évidemment un marathon", a répondu indirectement le Premier ministre Gabriel Attal, de Paris, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

Interpellé sur la guerre en Ukraine, la sit-

uation à Gaza ou encore sur la recherche d'emploi

Outre ces opérations de pilonnage, plusieurs coups de filet ont eu lieu récemment au sein des deux principaux gangs marseillais, DZ Mafia et Yoda. Félix Bingui, 33 ans, alias "le chat", le chef présumé du clan Yoda, a ainsi été arrêté au Maroc début mars.

"Je crains que nous ne soyons en train de perdre la guerre contre les trafiquants à Marseille", s'était alarmée le 5 mars Isabelle Couderc, vice-présidente du tribunal chargée de la coordination de la section JIRS Criminalité organisée de l'instruction, devant la commission sénatoriale d'enquête dédiée à la lutte contre le trafic de drogues en France.

Mais mardi matin, Emmanuel Macron, accompagné du ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, du Garde des Sceaux Éric Dupond-Moretti et de la secrétaire d'État à la Ville Sabrina Agresti-Roubache, a surtout été interpellé sur la guerre en Ukraine, la situation à Gaza ou encore des questions de recherche d'emploi, lors d'un bain de foule au cours duquel de nombreux collégiens et lycéens lui ont fait dédicacer leurs carnets de correspondance.

Riad Mira, 35 ans, chef d'entreprise, a raconté l'avoir interpellé sur le "manque d'aide", parce que "le but c'est de créer de l'emploi dans les quartiers, c'est de pouvoir amener les jeunes à vouloir apprendre un métier et à vouloir travailler".

Mais au final, "je pense que ça va pas suivre", "je pense, moi, il y a 50 % d'électoratisme, et 50 % de... allez, 100 % d'électoratisme", a-t-il finalement lâché, fataliste.

Les fonctionnaires descendent dans les rues de France pour obtenir des hausses de salaires

Le bras de fer salarial entre le gouvernement et les fonctionnaires se poursuit mardi avec les 5,7 millions d'agents publics appelés à se mobiliser à Paris et dans les régions pour défendre leur rémunération. Lundi, la secrétaire générale de la CFDT Marylise Léon et son homologue de la CGT Sophie Binet ont appelé le gouvernement à ouvrir des négociations "immédiates" sur les salaires des agents publics.

Les syndicats de fonctionnaires appellent les 5,7 millions d'agents publics à se mobiliser, mardi 19 mars, pour obtenir des hausses de salaire, écartées jusqu'ici par le gouvernement dans un contexte budgétaire contraint.

Les syndicats réclament notamment de nouvelles augmentations générales, après celles de 3,5 % et 1,5 % consenties en 2022 et 2023.

"On demande des augmentations générales et (...) surtout des vraies négociations" salariales avec l'exécutif, a résumé sur RTL, lundi 18 mars, la secrétaire générale de la CFDT Marylise Léon, qui mènera la manifestation parisienne aux côtés de Sophie Binet (CGT) et Frédéric Souillot (FO).

D'Auxerre à Quimper en passant par Paris, l'ampleur de la mobilisation sera un des enjeux de la journée, à quatre mois de Jeux olympiques et paralympiques durant lesquels la CGT et FO ont déjà promis de déposer des préavis de grève.

Malgré une rare unité intersyndicale dans l'appel à la mobilisation, les organisations représentatives s'attendent à des pourcentages de grévistes moins élevés



que lors des manifestations contre la réforme des retraites début 2023 (15 % à 30 % de grévistes selon les secteurs).

Mais "il y a des secteurs dans lesquels ça prend plutôt très bien, c'est le cas notamment de l'Éducation nationale", assure Gaëlle Martinez, la déléguée générale de Solidaires-FP.

Des rassemblements prévus devant des préfectures et sous-préfectures

Les enseignants défilent aussi contre la politique éducative du gouvernement et en particulier contre la création de "groupes" au collège.

Cette mesure controversée de la réforme dite du "choc des savoirs" est accusée de faire le lit du "séparatisme scolaire et le tri social", selon la CGT Educ'action qui a appelé les personnels à se réunir en assemblée générale pour débattre de la reconduction du mouvement après le 19.

À Paris, la manifestation s'élancera en début d'après-midi des abords du Jardin du

Luxembourg (VI^e arrondissement) et se dirigera vers le quartier des ministères dans le VII^e arrondissement.

Des rassemblements sont prévus dès le matin devant de nombreuses préfectures et sous-préfectures, comme à Nantes, Besançon ou Cambrai.

Mais à l'heure où le gouvernement promet 10 milliards d'économies budgétaires en 2024 et le double en 2025, le ministre de la Fonction publique Stanislas Guerini refuse de ressortir le chèque.

Ce fidèle d'Emmanuel Macron met en avant les près de 14 milliards d'euros dépensés depuis 2022 pour soutenir le pouvoir d'achat des fonctionnaires et propose d'instaurer des négociations salariales annuelles dans la fonction publique, à l'image de ce qui se pratique dans les entreprises.

"On est à l'os"

"On n'est pas une variable ajustable", grince Fabien Golfier, secrétaire général de la Fédération autonome-Fonction publique.

Quand bien même des négociations salariales annuelles se tiendraient, elles n'aboutiraient à des hausses de salaires qu'en 2025, ce qui ferait de 2024 une "année blanche", s'inquiètent à l'unisson les huit syndicats représentatifs (CGT, FO, CFDT, Unsa, FSU, Solidaires, CFE-CGC, FA-FP).

Jeudi, la dernière réunion sur les salaires a tourné court : sept syndicats ont claqué la porte pour dénoncer le choix selon eux "hautement partial" des chiffres présentés par le gouvernement. FO a pour sa part refusé d'assister à la réunion, critiquant un diagnostic "orienté" du gouvernement sur l'évolution récente des salaires des fonctionnaires.

"On n'a pas fait un choix entre les chiffres qui nous plaisent et les chiffres qui ne nous plaisent pas", répond le ministère. "Ce n'est pas de notre fait si le débat n'a pas eu lieu", ajoute-t-on dans l'entourage de Stanislas Guerini.

Dans un document envoyé aux syndicats avant la réunion, le gouvernement affirme que les rémunérations des agents publics ont progressé plus vite que l'inflation ces dernières années.

Mais l'indicateur utilisé pour étayer cette assertion n'est pas le plus pertinent, jugent les syndicats, qui préfèrent mettre en avant des chiffres de l'Insee selon lesquels le salaire moyen a progressé plus de deux fois plus vite dans le privé que dans le public entre 2011 et 2021. Et ils rappellent volontiers que la valeur du point d'indice, qui sert à calculer le salaire de base des fonctionnaires, a été quasiment gelée de 2010 à 2022.

"Il y a 500 000 fonctionnaires qui gagnent moins de 1 508 euros nets par mois", a alerté lundi Marylise Léon.

Pour la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet, "on est à l'os (...) Ce n'est pas normal que le pouvoir d'achat des fonctionnaires s'érode à ce point", a-t-elle déploré lundi sur RMC/BFM TV.

Guerre en Ukraine

L'aide américaine de 60 milliards de dollars, toujours bloquée au Congrès

Malgré un vote favorable du Sénat américain pour une aide de 60 milliards de dollars à l'Ukraine, la Chambre des représentants, à majorité républicaine, bloque toujours le soutien et s'en sert comme un argument politique pour s'opposer directement au président des États-Unis, Joe Biden.

Kiev est toujours suspendue à la décision du Congrès américain pour une nouvelle aide militaire. Le Sénat a bien voté un plan d'aide de 60 milliards de dollars, mais celui-ci est bloqué par la Chambre des représentants à majorité républicaine qui s'en sert comme un argument politique pour s'opposer à Joe Biden.

Le retour de l'"America first" ne plaît pas à tous

L'administration de Joe Biden assure régulièrement à l'Ukraine son soutien, mais cette nouvelle aide militaire américaine de 60 milliards de dollars ne parvient toujours pas à être validée, ce à quoi le président américain a appelé les parlementaires à approuver ce financement au plus vite,



"avant qu'il ne soit trop tard". "C'est le moment de prouver que les États-Unis s'engagent pour la liberté et ne se soumettent à personne", a déclaré Joe Biden.

Le grand retour de "l'America first", (l'Amérique d'abord, ndlr), est défendu par Donald Trump et ses soutiens les plus fervents au Congrès, tels que Mike Johnson,

le président républicain de la Chambre des représentants qui refuse de faire voter le plan d'aide du Sénat, soutenu par Joe Biden.

Des manœuvres politiciennes qui commencent à peser sur certains élus, comme l'explique sur CNN, le représentant républicain, Ken Buck : "Ce serait un lourd fardeau pour tout candidat républicain, de tenir pour responsable le nombre important de morts qu'il y aura, si la Russie s'empare de toute l'Ukraine".

Les démocrates espèrent encore rallier ces voix dissidentes pour tenter un passage en force à la Chambre. Côté Sénat, on fait aussi pression : une délégation emmenée par son président démocrate Chuck Schumer était en Ukraine il y a quelques jours pour assurer au président ukrainien Volodymyr Zelensky, qu'il pouvait "toujours compter sur les États-Unis". "Vous défendez l'Europe et vous défendez l'honneur et la force des États-Unis. Nous croyons en vous". Il y a urgence, mais il faudra encore attendre : la Chambre des représentants est en vacances.

Élections européennes

Les jeunes de 16 et 17 ans seront obligés de voter

Les jeunes de 16 et 17 ans sont obligés de participer aux élections européennes de juin prochain, estime la Cour constitutionnelle dans un arrêt rendu jeudi.

La Cour constitutionnelle a jugé que la différence de traitement entre les électeurs majeurs et mineurs "ne paraît pas justifiée par des motifs impérieux d'intérêt général" et rend donc obligatoire le vote pour les électeurs de 16 et 17 ans pour les élections européennes qui auront lieu en juin. Ils seront sanctionnés s'ils ne votent pas.

Cette annonce découle de la suspension d'une disposition législative sur l'organisation des élections européennes, selon laquelle les jeunes belges de 16 et 17 ans peuvent voter pour l'élection des membres du Parlement européen sans en être obligés.

Mais un citoyen belge majeur, invoquant sa qualité d'électeur, a demandé la suspension de la disposition de cette loi qui oblige uniquement les majeurs à voter, sous peine de sanction.

Pas de motif impérieux d'intérêt général

La Cour a jugé que la différence de traite-



ment entre les électeurs selon qu'ils sont majeurs ou mineurs ne paraît pas justifiée par des motifs impérieux d'intérêt général. Selon la Cour, le préjudice qui résulterait de l'organisation des élections européennes du 9 juin 2024 sur une base inconstitutionnelle est grave et ne saurait être réparé par une annulation ultérieure.

En revanche, la suspension de la disposi-

tion attaquée ne compromet pas l'organisation de la prochaine élection du Parlement européen. Par conséquent, la Cour suspend la disposition de la loi du 25 décembre 2023 qui prévoit que seuls les majeurs doivent voter aux élections européennes.

À la suite de la suspension, les jeunes de 16 et 17 ans sont donc également obligés de voter aux élections européennes et peu-

vent être sanctionnés s'ils ne votent pas.

Qu'est-ce que cela signifie pour les élections européennes?

Concrètement, cet arrêt de la Cour constitutionnelle signifie que 270.000 jeunes belges de 16 et 17 ans devront se rendre aux urnes, selon les chiffres de la RTBF et de CEVIPOL, le Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles. Soit 2,9% des électeurs du pays.

Bonne nouvelle: ils n'ont pas besoin de s'enregistrer au préalable. Le jour du vote a lieu le dimanche 9 juin.

Il est également possible de voter par procuration ou depuis l'étranger si certaines conditions sont remplies. Le Service Public Fédéral Intérieur propose par ailleurs un site web officiel consacré aux élections (disponible en français, allemand et néerlandais).

Cette année, les électeurs éliront 22 députés européens. Comme pour les élections en Belgique, les électeurs peuvent choisir de voter pour toute la liste du parti de leur choix, choisir un ou plusieurs candidats individuels de cette liste, ou voter blanc.

Vietnam: le président a présenté sa démission

Vo Van Thuong a présenté sa démission après seulement un an de mandat, se déclarant coupable de «violations et de manquements».

Le président vietnamien, Vo Van Thuong, a présenté sa démission mercredi, après seulement un an de mandat, ont annoncé les médias d'état de ce pays communiste, engagé dans une vaste purge anticorruption. Selon l'agence de presse officielle VNA, le président s'est déclaré coupable de «violations et de manquements», et sa démission a été acceptée par le comité central du parti communiste au pouvoir.

Violations et manquements «mal vus par l'opinion publique»

La chute spectaculaire de cet homme

de 53 ans intervient alors que le Vietnam connaît de profonds bouleversements politiques, son prédécesseur ayant également été évincé dans le cadre d'une campagne de lutte contre la corruption qui a vu plusieurs ministres limogés et des chefs d'entreprise de premier plan jugés pour fraude et corruption.

Vo Van Thuong a violé des «règlements» non spécifiés, et n'a pas donné l'exemple en tant que chef de l'État, a rapporté VNA. «Les violations et les manquements du camarade Vo Van Thuong ont été mal vus par l'opinion publique, affectant la réputation du Parti, de l'État et la sienne», a ajouté VNA. «Pleinement conscient de sa responsabilité envers le Parti, l'État et le peuple, il a présenté sa démission des fonctions qui lui avaient été con-

fiées».

Vo Van Thuong était devenu président le 2 mars 2023, après la démission surprise de son prédécesseur, Nguyen Xuan Phuc, un événement inhabituel au Vietnam, où la stabilité est mise en avant et les changements politiques soigneusement orchestrés.

Avant Nguyen Xuan Phuc, un seul autre président vietnamien avait démissionné, pour raisons de santé. Bien que le président soit le chef de l'État, l'homme fort du régime est le secrétaire général du parti, Nguyen Phu Trong, considéré comme l'architecte de la campagne de lutte contre la corruption, populaire auprès de l'opinion publique vietnamienne.



Mais pourquoi les bébés se frottent-ils les yeux quand ils ont sommeil ?

Un bébé qui se frotte les yeux donne souvent le signal d'une sieste nécessaire. Oui, mais quel est le lien entre les deux : son geste et son besoin de dormir ? La science tente de décrypter cette habitude universelle.

"Ah, bébé se frotte les yeux, il est temps de le mettre au lit". Voici un code universel (et bien pratique) connu de tous les parents. Mais qu'est-ce qui déclenche ce comportement, et à quoi sert-il ? Des scientifiques ont enquêté.

La marque d'une sensation d'inconfort liée à la fatigue

"Malheureusement, nous ne pouvons pas demander à un bébé exactement pourquoi il se frotte les yeux", déclarait à Live Science, le Dr Rebecca Dudovitz, professeure agrégée de pédiatrie générale à la faculté de médecine David Geffen de l'UCLA. "Mais nous savons par expérience humaine que les gens ont tendance à se frotter les yeux lorsqu'ils sont fatigués, et nous pensons que cela peut être dû à une simple sensation d'inconfort que vous ressentez lorsque les muscles de vos yeux ont travaillé dur et qu'il est temps pour une pause".

Un équilibre oculaire plus sensible chez bébé

Ainsi, un bébé qui passe son temps à observer son entourage et son environnement voit ses yeux se fatiguer bien vite, avant même d'avoir envie de dormir. De la même manière que vos épaules peuvent avoir besoin d'un massage après être resté assis à un bureau toute la journée, les muscles qui aident vos yeux ont alors besoin d'être frottés, avance la scientifique. Mais ce n'est pas tout.



Une autre partie de la réponse se trouve dans les caractéristiques physiques propres au bébé. Ainsi, nous l'avons vu, les bébés passent une grande partie de leur temps à observer leur environnement. Une habitude qui les fatigue d'autant plus qu'un bébé ne sait cligner des yeux que quelques fois par minute (contre 15 à 20 fois pour un adulte). Or, regarder fixement assèche également les yeux, et bébé ne dispose pas des mêmes larmes que nous.

"Les larmes d'un bébé ne sont pas seulement de l'eau salée, mais du mucus près de la surface, de l'eau salée au milieu et une couche d'huile provenant des glandes de Meibomius des paupières pour empêcher l'évaporation" avance quant à lui Dr Robert W. Arnold, ophtalmologiste à l'Alaska Children's Eye & Strabismus. "Cette triple couche doit être renouvelée et étalée doucement sur la surface en clignant

des yeux".

Conséquences ? Quand bébé regarde trop intensément, il manque de "lubrifiant", mais quand il cligne suffisamment les yeux, cette triple couche peut se briser et laisser des zones sèches à la surface de la cornée. Deux bonnes raisons de se frotter les yeux quand on est debout depuis longtemps !

Les autres raisons d'un frottement

La fatigue s'avère donc la raison la plus probable de ce petit frottement des yeux. Néanmoins, bébé peut également se frotter les yeux pour d'autres raisons. Si cela intervient fréquemment dans la journée, il est utile de se poser la question d'autres causes :

Des allergies. Les allergies peuvent affecter les nourrissons comme elles peuvent affecter les personnes plus âgées. Les allergènes comme la poussière, le pollen, les squames d'animaux ou certains ali-

ments peuvent déclencher des réactions immunitaires ;

La sensation de corps étranger. Parfois, les bébés peuvent avoir un objet étranger, comme un cil ou une particule de poussière, coincé dans leurs yeux. Cette sensation peut provoquer un frottement intense des yeux lorsque le bébé tente de soulager l'inconfort. Un rinçage doux des yeux à l'eau tiède peut éliminer le corps étranger ;

Un trop plein de lumière. Bien que cela soit moins fréquent chez les bébés, une exposition continue aux écrans, à des lumières vives ou à une stimulation visuelle peut entraîner une fatigue oculaire. La réduction/l'élimination du temps d'écran et le réglage d'un éclairage approprié soulagent la fatigue oculaire.

Une infection oculaire. Les infections oculaires chez les nourrissons peuvent se manifester par des rougeurs, des démangeaisons et des écoulements oculaires. Les bébés peuvent se frotter les yeux en réponse à l'inconfort. Les affections les plus courantes chez les bébés sont la conjonctivite ou les infections oculaires virales. La recherche d'une attention médicale rapide est nécessaire.

Un problème de vision. Dans de rares cas, si votre bébé se frotte beaucoup les yeux, cela peut indiquer des affections sous-jacentes ou des problèmes de vision. Des conditions telles que des canaux lacrymaux obstrués, un strabisme (yeux qui louchent) ou des erreurs de réfraction peuvent entraîner une gêne oculaire. Un examen précoce par un ophtalmologiste pédiatrique est essentiel pour résoudre ces problèmes.

Pour développer l'autonomie des enfants et booster leur estime de soi, ce pédiatre donne un conseil génial !

Les femmes sont souvent responsables des tâches ménagères à la maison. Pour avoir de l'aide au quotidien, il est essentiel d'apprendre aux enfants à en réaliser certaines. Selon le Dr Shelly Flais, pédiatre membre de l'American Academy of Pediatrics, il faut adapter la corvée à l'âge de l'enfant.

On évoque régulièrement la répartition des tâches ménagères entre les hommes et les femmes, dans le couple. Cette fois, c'est de l'implication des enfants dont il s'agit.

Effectuer des tâches ménagères responsabilise l'enfant

Les enfants, dès le plus jeune âge, sont souvent désireux d'apporter leur aide. Selon le Dr Shelly Flais, pédiatre membre de l'American Academy of Pediatrics interrogée par Medicalxpress, il est important de les solliciter dès le plus jeune âge, avec des tâches ménagères simples. "Cela leur apprend des compétences de vie et comment coopérer dans un groupe" assure la professionnelle de santé. Cela peut par exemple être le fait de ranger ses jouets, vous apporter tel ou tel objet, vous aider dans la réalisation d'une tâche, comme nettoyer les vitres ou vider une machine à laver, par exemple.

Ne pas s'attendre à un résultat parfait

L'experte rappelle que la réalisation de ce type de tâches apporte également un plus pour l'estime de soi de l'enfant. En revanche, inutile d'espérer un résultat parfait : c'est en recommençant plusieurs fois qu'un résultat acceptable sera envisageable.



Mais même si cela n'est pas à la hauteur de vos espérances, la pédiatre rappelle l'importance de louer les efforts de vos enfants, à chaque fois. "Les petites réalisations conduisent à des plus grandes. Les enfants peuvent assumer plus de responsabilités à mesure qu'ils grandissent" estime-t-elle avec justesse.

Les tâches ménagères doivent être adaptées à l'âge

En plus de vous aider, donner la responsabilité du rangement et de la tenue d'un espace définit permettra d'inculquer à vos enfants la notion de travail d'équipe et d'entraide au sein de la famille, deux valeurs qu'ils conserveront toute leur vie.

Au fur et à mesure qu'ils grandissent, les tâches qui leur seront confiées seront de plus en plus élaborées : les enfants peuvent faire leur lit, la poussière et ranger leur chambre, par exemple. Les adolescents peuvent passer l'aspirateur, laver le sol, faire la vaisselle ou étendre une machine. Ils pourront aussi aider à la préparation des repas ou à faire les courses en compagnie de leurs parents.

Garder ces bonnes habitudes, même pour les grands ados

Enfin, la pédiatre s'adresse aux parents qui auraient tendance à excuser leurs enfants de ne pas participer à ces tâches ménagères. "Vous vous demandez si votre adolescent peut effectuer certaines des

tâches ménagères qui doivent être effectuées ? N'oubliez pas que si votre adolescent peut utiliser un smartphone, il peut comprendre comment utiliser une machine à laver, un four et un lave-vaisselle".

Et pour ceux qui estiment que leur grand adolescent est trop "fatigué" à cause de ses études, de son activité sportive et parfois le petit boulot réalisé à côté pour se faire un peu d'argent de poche, le Dr Flais répond avec humour : "Ce n'est pas une raison d'arrêter de contribuer aux tâches ménagères. Pouvez-vous imaginer qu'en tant que parents, nous arrêtons de nous occuper de la maison parce que nous devons aller travailler ?"

JO Paris 2024 : calendrier, lieu, adversaires...

Tout savoir sur les matchs des équipes de France de basket

La programmation des matchs du premier tour des Jeux olympiques est tombée. Les Bleus du basket démarreront dès le 27 juillet alors que les filles ouvriront le lendemain contre le Canada, le même jour que le choc Serbie-États-Unis.

Dans la foulée du tirage au sort du premier tour du tournoi olympique qui aura lieu dans l'enceinte du stade Pierre-Mauroy, à Lille (Nord), la FIBA, la fédération internationale a dévoilé le calendrier des premiers matchs. Sans préciser encore les horaires des rencontres.

L'équipe de France masculine entamera son tournoi le 27 juillet contre le vainqueur du tournoi de qualification qui aura lieu début juillet à Riga. Si la logique sportive est respectée, cela devrait être la Lettonie qui avait battu les Bleus lors de la dernière Coupe du monde. Par rapport au Mondial, il y aura dans les deux équipes un géant de plus : Victor Wembanyama, côté français, et côté letton, le redoutable intérieur des Celtics de Boston, Kristaps Porzingis. France-Lettonie, si c'est bien l'affiche proposée, avait été celle du 8e de finale de l'Euro 2015 disputée... au stade Pierre-Mauroy.

Avant leur deuxième match, les Bleus auront 48 heures de repos puisqu'ils ne rejoueront que le mardi 30 juillet contre le Japon. Le dernier rendez-vous du groupe sera contre les champions du monde allemands, programmé le vendredi 2 août pour ce qui devrait être, selon le sélectionneur Vincent Collet, la finale du groupe. Ce match devrait en effet déterminer l'équipe qui terminera en tête de la poule. Pour rappel, les deux premiers de chaque poule ainsi que les deux meilleurs troisièmes sur l'ensemble des groupes seront qualifiés pour les quarts de finale.

Attraction majeure des Jeux olympiques, les États-Unis commenceront leur tournoi le dimanche 28 juillet par ce qui sera l'affiche la plus excitante du premier tour contre la Serbie. La Team USA va venir avec les plus grandes stars de la NBA et elle jouera d'entrée contre les vice-champions du monde emmenés par le Nikola Jokic. Les Américains rejoueront le 31 juillet contre le Sud Soudan, et on peut s'attendre à un score fleuve, puis le 3 août contre le qualifié du TQO de Porto Rico qui pourrait être l'Italie ou la Lituanie.

Pour voir le Grec Giannis Antetokounmpo ou le Slovène Luka Doncic, les deux stars de la NBA qui se défieront à



Athènes dans leur TQO, il ne faudra pas attendre longtemps. De la Grèce ou de la Slovénie, une seule de ces nations sera qualifiée pour le tournoi et fera son entrée dès le 27 juillet, juste avant le premier match des Bleus.

On connaît aussi le calendrier du tournoi féminin. Les Bleues de Jean-Aimé Toupiane

commenceront leur aventure le lundi 29 juillet contre le Canada puis affronteront le Nigeria le jeudi 1er août et finiront avec l'Australie, le dimanche 4 août. À noter qu'à Paris, la phase finale se disputera en décalé d'un jour après celle des hommes le 7, 9 et 11 août.

JO Paris 2024

Les restrictions de circulation en Île-de-France en 19 cartes

Le préfet de police Laurent Nuñez a présenté, au terme de plusieurs semaines de concertation, les dispositifs définitifs qui seront déployés dans la région pendant les Jeux de Paris.

Où et comment circuler à Paris et dans la région pendant les Jeux olympiques et paralympiques cet été ? Après trois mois jalonnés de réunions publiques, notamment dans tous les arrondissements de la capitale, le préfet de police Laurent Nuñez a dévoilé, lors d'une récente conférence de presse, les différents périmètres de sécurité

qui seront déployés et qui limiteront la circulation motorisée aux abords des sites d'épreuves.

Des modifications à la marge ont été apportées à ces cartes dévoilées initialement en novembre dernier. « C'est un point d'étape assez finalisé et stabilisé, pas loin de la version définitive, déclarait alors le chef de la police parisienne. Nous avons tenu compte des remarques sur la géographie de ces périmètres, leurs contours, leurs modalités de fonctionnement. Il y a une volonté de perturber le moins possible la vie des Franciliens. Nous avons apporté

beaucoup d'assouplissements », assure-t-il.

Parmi les exemples apportés par le préfet de police, « sur le Stade de France, des zones rouges et bleues ont été modifiées marginalement. Sur L'Île-Saint-Denis également, on a adapté le périmètre rouge au bénéfice de deux entreprises », illustre Laurent Nuñez. Autre cas, « une zone rouge dans le secteur Dupleix, dans le XVIe, que nous n'avons pas pu supprimer ».

Dès cet automne, quatre niveaux de sécurité avaient été présentés, selon la proximité du site olympique. Notamment les

périmètres rouges, qui nécessitent une inscription au préalable sur une plateforme en ligne afin d'obtenir une dérogation (sous forme de QR code) pour pouvoir y circuler avec son véhicule motorisé. Ou encore le périmètre de protection, appelé également « Silt » (sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme), qui permet d'accéder aux lieux des épreuves, après avoir été contrôlé par la police. Mais aussi, évidemment, le périmètre des sites de compétition, où l'on ne pourra entrer qu'avec un billet.

Karim Benzema avec l'équipe de France olympique, est-ce vraiment possible ?

Le Ballon d'or 2022 a émis le souhait de participer aux Jeux olympiques avec l'équipe de France cet été. A-t-il une chance d'y être ?

Et si c'était lui, la surprise du chef cet été ? Face aux complications pour établir sa liste et aux potentiels refus des clubs de libérer leurs joueurs comme celui du Real Madrid pour les Jeux olympiques, Thierry Henry a reçu une curieuse candidature ce mardi soir : celle d'un certain Karim Benzema. Le Ballon d'or 2022, qui a une histoire très mouvementée en bleu, pourrait-il vraiment faire les Jeux ?

Comment a-t-il candidaté ?

À vrai dire, quand il fallait imaginer les trois potentiels joueurs de gros calibres pour accompagner l'équipe de France olympique, personne n'avait trop pensé à lui. À l'inverse des noms les plus cités, de Kylian Mbappé à Antoine Griezmann. Et puis, Karim Benzema est apparu au détour d'une conférence de presse de Didier Deschamps, lundi à Clairefontaine, quand un journaliste a demandé au sélectionneur des Bleus si « KB9 », comme Raphaël Varane ou Hugo Lloris, pouvait postuler à une place aux JO.

Réponse de DD : « S'ils ont envie et que Thierry a besoin d'eux, pourquoi pas ? Il

faut demander à Thierry. L'objectif c'est d'avoir la meilleure équipe. Ils peuvent être candidats comme beaucoup. »

Sans que l'on sache vraiment où l'ancien joueur du Real Madrid, désormais en Arabie saoudite, se situe par rapport à une possible participation. La réponse est arrivée mardi soir, sur le plateau de la Chaîne L'Équipe, lorsque la journaliste Virginie Sainsily évoque un échange par messages avec Benzema : « Les JO ? Pourquoi pas, bien sûr, ça peut être top ! »

Voilà qui ressemble à s'y méprendre à une candidature officielle de l'ancien international français (97 sélections, 37 buts). Avec le souhait de mieux conclure son histoire en bleu, lui qui avait choisi d'annoncer sa retraite internationale après la Coupe du monde au Qatar, pour laquelle il avait déclaré forfait au dernier moment en raison d'une blessure. Des adieux amers, Benzema ayant exprimé son désaccord avec Didier Deschamps sur la gestion de cette blessure.

La Fédération Française avait-elle écarté une présence de Benzema ?

Non, pas dans les faits. Malgré sa retraite internationale et son histoire contrariée en équipe de France, Karim Benzema faisait bien partie d'une liste très élargie concoctée notamment par Thierry

Henry il y a un mois. À l'intérieur, une centaine de noms susceptibles d'être appelée, qui sera réduite à 50 au mois de mai, avant l'annonce finale début juillet, avec 18 joueurs et 4 réservistes. Benzema figurait dans cette première liste élargie comme de nombreux autres joueurs de gros calibre.

Pour les JO cet été, seulement trois joueurs de plus de 23 ans maximum auront le droit d'être présents. À ce jeu-là, le Ballon d'or 2022 ne fait pas partie des premières options, alors même que le sélectionneur a ciblé des joueurs offensifs pour compléter son effectif. Kylian Mbappé, Olivier Giroud et Antoine Griezmann ont toujours été les trois noms privilégiés par Thierry Henry.

En cas de refus définitif des clubs de les libérer, Benzema n'est pas non plus la première des options B. Aucune discussion, à ce stade, n'a d'ailleurs été engagée entre le joueur et Thierry Henry sur la question. Mais personne n'a exclu sa potentielle participation.

Du côté de la Fédération Française de Football, en l'état, sa candidature n'est pas « un sujet » et il est soumis aux mêmes règles que les autres joueurs de plus de 23 ans, c'est-à-dire que son club d'Al-Ittihad (Arabie saoudite) accepte de le laisser jouer. Quant à Thierry Henry, le sélectionneur de l'équipe de France olympique

devrait de toute façon faire face à de nombreuses questions lors du tirage au sort du tableau de la compétition ce mercredi soir. De source proche du staff tricolore, le champion du monde 1998 ne devrait pas s'épancher en longueur sur le cas Benzema.

A-t-il le niveau pour être sélectionné ?

Finalement, c'est peut-être là que cela pourrait coïncider. Si le Ballon d'or 2022 est sans aucun doute l'un des tout meilleurs joueurs français de la dernière décennie, son arrivée en Arabie saoudite l'été dernier l'a considérablement éloigné du plus haut niveau. Par le niveau de la Saudi Pro League dans un premier temps, dont les lacunes sont encore criantes, mais surtout par sa situation en club.

KB9 n'a disputé que 17 matchs depuis août dernier avec Al-Ittihad. Empêtré dans une situation conflictuelle avec son entraîneur Marcelo Gallardo, l'attaquant de 36 ans a été régulièrement écarté du groupe professionnel, tout en perdant le capitanat et en étant critiqué dans les médias. Dernier épisode en date, des blessures répétitives depuis le début de l'année 2024. Réintégré dans l'effectif, il n'a pu disputer que trois matchs sur les onze dernières rencontres.